



EN BREF

UNE PLACE DE JEUX AUSSI POUR LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

LAUSANNE La place de jeux la Cigale a été inaugurée officiellement samedi matin. Située dans le quartier d'Isabelle-de-Montolieu, sur les hauts de Lausanne, elle est conçue et accessible à tous les publics, y compris aux personnes à mobilité réduite. Une première romande, selon la municipalité de la ville. Construite dans les années 1970, la Cigale vient d'être rénovée et repensée. Située à proximité d'une école pour des enfants handicapés, elle se définit désormais comme «une place de jeux pour tous». «C'est par ses subtils détails que la Cigale» diffère d'autres endroits pour les enfants. Le jeu d'eau est à hauteur d'enfant en chaise roulante. La table de pique-nique, la fontaine à boire sont aussi des installations qui ont été construites en tenant compte des personnes en fauteuils roulants. ATS

AFFLUENCE DANS LE VIGNOBLE GENEVOIS

CAVES OUVERTES Le vignoble genevois a connu l'affluence pour la Journée «caves ouvertes» organisée samedi. Les consommateurs ont pu rencontrer les producteurs dans une atmosphère conviviale dans 86 caves réparties dans tout le canton. «Il n'a fait ni trop chaud, ni trop froid, c'était la bonne température pour déguster», a affirmé le directeur de l'Office de promotion des produits agricoles de Genève Denis Beausoleil. La journée attire chaque année environ 30 personnes à la campagne. ATS

BEAU SUCCÈS POUR LES MYSTÈRES DE L'UNIL

LAUSANNE Les prévisions des organisateurs ont été dépassées: plus de 10 000 personnes sont venues participer aux dixièmes Mystères de l'Université de Lausanne (UNIL). La thématique de la durabilité a séduit petits et grands, ont observé les organisateurs. De jeudi à dimanche, un peu plus de 10 000 amateurs, dont 1800 écoliers (300 de plus qu'en 2014) ont foulé le campus de Dorigny. Trois cents chercheurs leur avaient préparé une trentaine d'ateliers et animations sous le thème général de la durabilité. ATS

PUBLICITÉ

NON
À LA MODIFICATION
DE LA LDTR



«**Les propriétaires veulent des bureaux vides et non des appartements !**»

Christian Grobet
membre du Comité
de l'ASLOCA

Un millier de manifestants contre la réforme d'Alain Berset

LAUSANNE • Samedi, plus de mille personnes ont défilé contre le paquet de réformes prévues par le ministre socialiste pour l'AVS.



Du Petit-Chêne à la place de la Palud, le cortège a tancé Alain Berset et ses réformes. LDT



LAURA DROMPT

«On va faire du bruit pour qu'Alain Berset nous entende jusqu'à Berne!» Après une heure de défilé dans les rues de Lausanne, il n'en fallait pas plus, samedi, pour que la foule de plus de mille personnes gronde, siffle et hue les réformes de l'AVS voulues par le ministre socialiste. Geneviève de Rham, syndicaliste au SSP, a ensuite pris la parole devant l'auditoire amassé sur la place de la Palud. «Nous ne voulons pas d'économies sur le dos des femmes! Nous refusons de nourrir les requins du 2^e pilier!»

Le mouvement était emmené par une vingtaine de syndicats, organisations et partis politiques romands. Tous refusent le paquet de réformes prévu à l'horizon 2020, qui prévoit des mesures touchant les femmes, telles l'augmentation de l'âge de

la retraite à 65 ans et la suppression de la rente de veuve pour celles qui n'ont pas eu d'enfant. Mais aussi une baisse du taux de conversion du 2^e pilier, qui passerait de 6,8% à 6%.

Le PS, grand absent

«Il est important de faire exister une voix d'opposition.» Lionel, drapeau de la Gauche anticapitaliste sur l'épaule, est venu de Fribourg pour dénoncer des «réformes purement scandaleuses». «On nous pousse vers les 2^e et 3^e piliers, c'est-à-dire vers des retraites par capitalisation. Un système inadmissible dans une perspective syndicale! Le pire, c'est que cette réforme est mise en place par un socialiste, ce qui entrave les mouvements de la gauche.»

Désignant les étendards tout autour, il pointe le grand absent: le Parti socialiste. Seuls

sont venus quelques représentants de la section des jeunes et du PS genevois. «Si un ministre de droite avait proposé les mêmes mesures, vous verriez tout le PS dans la rue», remarque à regret Lionel.

L'ambiance est plutôt tendue, aidée par les slogans appelant Alain Berset à «remballer son paquet» et à réfléchir sur l'endroit de son anatomie où «se le mettre». Les taquineries n'empêchent pas les manifestants de garder leur sérieux. Laurence, venue de Genève, s'explique: «On nous ressert la baisse du 2^e pilier, déjà refusée en votation. Et on négocie l'âge de la retraite contre plus d'égalité. C'est totalement illusoire. Il est temps de mettre la pression sur le Conseil fédéral.» Isabelle, elle, insiste sur «tout ce qui a déjà été perdu», comme l'âge de la retraite des femmes

déjà passé de 62 à 63 ans en 2001, puis à 64 ans en 2005.

La solution souhaitée par les syndicats? «Renforcer l'AVS, solidaire, qui fonctionne grâce à des cotisations prélevées sur tous les salaires et offre les mêmes rentes, avec un seuil minimal et maximal, quel que soit le salaire perçu», comme l'a rappelé Geneviève de Rham.

Après l'adoption de cette réforme par le Conseil fédéral en novembre dernier, le dossier est passé aux mains des Commissions de la sécurité sociale et de la santé publique. L'occasion pour toutes les parties de renégocier les contours de ce paquet. L'opposition de samedi et le succès de la manifestation du 7 mars à Berne – qui avait rassemblé 12 000 personnes – laissent présager des débats animés. I

APRÈS-9 FÉVRIER

Maillard et Longchamp à Berne pour défendre l'arc lémanique

Les tensions Suisse-UE ne doivent pas pénaliser l'arc lémanique, réaffirment Pierre-Yves Maillard et François Longchamp dans *Le Matin Dimanche*. Les présidents des Conseils d'Etat vaudois et genevois seront à Berne mercredi pour défendre les intérêts de leur région. Selon l'hebdomadaire orange, M. Maillard et M. Longchamp siégeront symboliquement ensemble au Conseil des Etats avant de rencontrer différents acteurs de la scène fédérale, notamment le conseiller fédéral Alain Berset. Ils devraient être accompagnés de représentants des milieux académiques, économiques et culturels.

Au cœur des débats, «la votation du 9 février, qui remet en cause le développement» de l'arc lémanique, livre François Longchamp. Le ministre libéral-radical cite aussi d'autres thèmes, à savoir «l'avenir de notre réseau académique, la fiscalité des entreprises» et la péréquation financière, qui fera justement l'objet de discussions mercredi aux Chambres fédérales.

De son côté, Pierre-Yves Maillard évoque notamment la question du franc fort, dont le choix «menace directement» l'arc lémanique et son économie d'exportation. «Nous représentons une partie importante de la Suisse et nous devons veiller à ce qu'elle soit traitée avec équité», poursuit le ministre socialiste. «C'est d'autant plus important que nous n'avons pas de conseiller fédéral de l'arc lémanique», ajoute-t-il, évoquant «une communauté de destin» entre Vaud et Genève. «Nos deux cantons représentent 25% des ressources produites, la population active la plus jeune du pays, des contributions financières déterminantes à la solidarité confédérale et un pôle académique et scientifique. Nous pouvons donc instaurer un rapport de force» avec Berne, renchérit François Longchamp. ATS

CRIMINALITÉ

Les Ports francs sur le gril

Le canton de Genève a repris les rênes aux Ports francs. Un nouveau président a été nommé et les contrôles vont être renforcés. Une suite de l'affaire Bouvier, a expliqué hier le conseiller d'Etat Pierre Maudet. «Depuis le rapport du Contrôle fédéral des finances en avril 2014, qui mettait le doigt sur les risques systémiques encourus, il était devenu urgent de clarifier les choses; d'opérer un virage vers davantage de traçabilité et de transparence», a déclaré le ministre de tutelle des Ports francs, le conseiller d'Etat Pierre Maudet dans un entretien accordé au *Matin Dimanche*.

«Face aux risques accrus de blanchiment et, surtout, au problème d'image qui menace cette entreprise essentielle à l'économie genevoise, il fallait qu'elle abandonne cette mentalité de forteresse dans laquelle elle s'était retranchée ces dernières années», a expliqué le conseiller d'Etat en charge du Département de la sécurité et de l'économie.

Les Ports francs représentent 150 000 mètres carrés d'entrepôts, dont la moitié est sous douane. Jeudi après-midi, lors de l'assemblée générale ordinaire des Ports francs et Entrepôts de Genève, l'Etat de Genève, actionnaire à hauteur de 87% du capital, a décidé de changer de présidence du conseil d'administration. Après neuf ans à la tête de l'institution, l'avocate et ancienne députée socialiste Christine Sayegh, accusée de maladroites dans le traitement de l'affaire Bouvier, a dû céder la place à David Hiler, ex-conseiller d'Etat vert en charge des Finances genevoises.

«Le changement majeur, en matière de transparence, est celui de la conversion des actions au porteur en actions nominatives. Ainsi, l'identité des détenteurs des 13% d'actions en mains privées sera connue de tous», a affirmé M. Maudet au quotidien romand. «Le risque est bien la confusion des casquettes et la dilution des responsabilités entre les acteurs de ce domaine si particulier, si un locataire est à la fois actionnaire, transitaire et marchand d'art, par exemple. Car, clairement, cette situation peut conduire à une complication des contrôles et à un véritable conflit d'intérêts, minime en réalité, mais très néfaste en termes d'image», a indiqué le conseiller d'Etat.

Le nouveau président, David Hiler, a pour mission prioritaire d'identifier la portée des risques qu'encourent les Ports francs (blanchiment d'argent sale ou recel de biens culturels spoliés ou volés). Par ailleurs, la police judiciaire, par le biais du Groupe œuvres d'art, va renforcer sa capacité d'investigation.

«Genève est devenue une des principales plates-formes mondiales du marché de l'art international dans un contexte où l'art devient une valeur refuge. Or, nous ne voulons pas attendre que ce marché de centaines de milliards de francs s'autorégule ou, a contrario, que des instances internationales sanctionnent ces activités, comme elles l'ont fait pour les banques», a averti M. Maudet. ATS

EN BREF

MUSIQUE, LA CHAUX-DE-FONDS (NE) L'Iran traditionnel et expérimental en scène

C'est à un concert en deux volets autour de la musique iranienne qu'invite le Centre de culture ABC, à La Chaux-de-Fonds. Mardi, le public pourra écouter de la musique traditionnelle d'Iran, avec Cyrus Shahidi au setar (luth à trois cordes) et Kaveh Mahmoudian au tombak (percussion). Ensuite, la seconde partie du concert sera dédiée à des œuvres contemporaines, électroacoustiques, d'Alireza Mashayekhi et Ata Ebtekar interprétées par Julie Chapuis. L'événement est le fruit de la collaboration entre l'ABC, les Concerts de musique contemporaine et le Printemps culturel. MOP

Ma 2 juin à 20h30 à l'ABC, 11 rue du Coq, La Chaux-de-Fonds

TABLE RONDE, GENÈVE Débat sur le vote des étrangers

Demain, l'association DPGE, Droits politiques pour les résident-e-s à Genève, invite à une table ronde sur le thème «Citoyenneté et population étrangère». L'association DPGE entend replacer la question de l'extension des droits politiques au centre du débat, après les élections municipales genevoises lors desquelles une partie de la population résidente étrangère a pu voter. MOP

Ma 2 juin de 18h30 à 21h à UniMail (40, boulevard du Pont-d'Arve) salle MR170